

Art. 3. Les informations obtenues en application de l'article 1^{er} ne peuvent être utilisées qu'aux fins qui y sont énumérées. Elles ne peuvent être communiquées à des tiers.

Ne sont pas considérés comme des tiers pour l'application de l'alinéa 1^{er} :

1° les personnes physiques auxquelles se rapportent ces informations ainsi que leurs représentants légaux;

2° les autorités publiques et organismes désignés en vertu de l'article 5 de la loi précitée du 8 août 1983, dans le cadre des relations qu'ils entretiennent aux fins énumérées à l'article 1^{er}, alinéa 2, avec l'Agence fédérale de Contrôle nucléaire.

Art. 4. Les personnes visées à l'article 2 souscrivent une déclaration aux termes de laquelle elles s'engagent à respecter la sécurité et le caractère confidentiel des informations obtenues du Registre national.

Art. 5. La liste des membres du personnel désignés conformément à l'article 2, avec mention de leur grade et de leur fonction, est dressée et tenue à la disposition de la Commission de la protection de la vie privée.

Art. 6. Notre Ministre de l'Intérieur et Notre Ministre de la Justice sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 29 juin 2003.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,
A. DUQUESNE

Le Ministre de la Justice,
M. VERWILGHEN

Art. 3. De met toepassing van artikel 1 verkregen informatiegegevens mogen enkel voor de in dat artikel vermelde doeleinden worden gebruikt. Zij mogen niet worden medegedeeld aan derden.

Worden niet als derden beschouwd voor de toepassing van het eerste lid :

1° de natuurlijke personen waarop die informatiegegevens betrekking hebben, alsook hun wettelijke vertegenwoordigers;

2° de openbare overheden en de instellingen aangewezen krachtens artikel 5 van de voormelde wet van 8 augustus 1983, in het kader van de betrekkingen die zij voor de in artikel 1, tweede lid, vermelde doeleinden met het Federaal Agentschap voor Nucleaire Controle onderhouden.

Art. 4. De personen bedoeld in artikel 2 ondertekenen een verklaring waarin zij zich ertoe verbinden de veiligheid en de vertrouwelijkheid van de uit het Rijksregister verkregen informatiegegevens te eerbiedigen.

Art. 5. De lijst van de overeenkomstig de artikel 2, aangewezen personeelsleden wordt, met vermelding van hun graad en van hun ambt, opgesteld en ter beschikking van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer gehouden.

Art. 6. Onze Minister van Binnenlandse Zaken en Onze Minister van Justitie zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 29 juni 2003.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,
A. DUQUESNE

De Minister van Justitie,
M. VERWILGHEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

F. 2003 — 3488

[C - 2003/00609]

29 JUIN 2003. — Arrêté royal autorisant la Division du Sol de l'Administration de la Gestion de l'Environnement, de la Nature, du Sol et des Eaux du Ministère de la Communauté flamande à utiliser le numéro d'identification du Registre national des personnes physiques

RAPPORT AU ROI

Sire,

Le projet d'arrêté royal que nous avons l'honneur de soumettre à la signature de Votre Majesté tend à autoriser la Division du Sol de l'Administration de la Gestion de l'Environnement, de la Nature, du Sol et des Eaux du Ministère de la Communauté flamande à utiliser le numéro d'identification du Registre national.

Le fondement légal de l'arrêté royal est constitué par l'article 8 de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques.

La Division du Sol relève de l'Administration de la Gestion de l'Environnement, de la Nature, du Sol et des Eaux du Ministère de la Communauté flamande.

La Division du Sol se charge principalement de la préparation et de l'évaluation de la gestion du sol et assure le suivi de la qualité du sol. A cette fin, elle fournit des avis sur la gestion de la terre et du sol. En outre, cette Division assure le suivi des plans d'aménagement de l'espace rural et des remboursements en fonction du réaménagement des zones rurales et assure dans les zones agricoles le suivi des contrats de gestion qui font partie des mesures dites environnementales dans le secteur agricole.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

N. 2003 — 3488

[C - 2003/00609]

29 JUNI 2003. — Koninklijk besluit tot het verlenen van de machtiging tot het gebruik van het identificatienummer van het Rijksregister van de natuurlijke personen in hoofde van de Afdeling Land van de Administratie Milieu-, Natuur-, Land- en Waterbeheer van het Ministerie van de Vlaamse Gemeenschap

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het ontwerp van koninklijk besluit dat wij de eer hebben Uwe Majesteit ter ondertekening voor te leggen, strekt ertoe gebruik van het identificatienummer van het Rijksregister te verlenen aan de afdeling Land van de administratie Milieu-, Natuur-, Land- en Waterbeheer van het Ministerie van de Vlaamse Gemeenschap.

De rechtsgrond van het koninklijk besluit wordt gevormd door artikel 8 van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen.

De afdeling Land behoort tot de administratie Milieu-, Natuur-, Land- en Waterbeheer van het Ministerie van de Vlaamse Gemeenschap.

De afdeling Land verzorgt voornamelijk de voorbereiding en evaluatie van het bodembeleid en volgt de kwaliteit van de bodem op. Daartoe verstrekt de afdeling adviezen inzake het beheer van land en bodem. Daarnaast volgt deze afdeling landinrichtingsplannen en ruilverkavelingen op in functie van de herinrichting van plattelandsgebieden en ze volgt in agrarisch gebied de beheersovereenkomsten op die deel uitmaken van de zogenaamde milieumaatregelen in de landbouw.

La Division fournit également d'autres avis obligatoires concernant la terre et le sol (à l'Administration de l'Aménagement du Territoire, du Logement et des Monuments et Sites, aux administrations provinciales, aux administrations communales, aux sociétés de captage d'eau, ...).

La Division sollicite l'autorisation d'utiliser le numéro d'identification pour procéder à l'identification unique des bénéficiaires des mesures environnementales dans le secteur agricole.

Depuis janvier 2000, les agriculteurs peuvent en effet conclure sur une base volontaire des contrats de gestion avec la Région flamande. Ils perçoivent dans ce cadre des indemnités pour la gestion des oiseaux des prés (3 paquets éventuels), la gestion des tournières (6 paquets) et l'entretien des petits éléments paysagers (6 paquets).

Les paquets de gestion relatifs à la gestion des oiseaux des prés sont développés pour les agriculteurs qui souhaitent protéger les oiseaux des prés qui nichent sur leur terre. Les paquets de gestion des tournières sont destinés à régénérer la nature en bordure des champs et des herbages. Les bandes de terre ainsi créées dans le paysage constituent des couloirs permettant aux plantes et aux animaux de se déplacer. Enfin, on entend par petits éléments paysagers les haies, les bords et les talus boisés et les mares. Lesdits paquets de gestion ont pour but de maintenir ces éléments en état, de planter de nouveaux arbres et arbustes et de creuser de nouvelles mares. Les petits éléments paysagers n'embellissent pas seulement le cadre de travail de l'agriculteur, ils sont en outre utiles pour le bétail et les plantes et animaux sauvages profitent également de leur présence.

A partir de 2002, ces paquets seront complétés par des paquets de gestion botanique (7 paquets). Ces paquets ont pour but d'augmenter la valeur botanique des herbages et des champs de blé.

Seuls les agriculteurs soumis à déclaration auprès de la "mestbank" entrent en ligne de compte pour ces contrats de gestion. Une exploitation agricole est soumise à déclaration auprès de la "mestbank" si elle produit chaque année au moins 300 kg d'anhydride phosphorique (P₂O₅) provenant d'effluents d'élevage ou si elle a au moins 2 hectares de terre en culture. Les demandes sont introduites auprès de la Société flamande terrienne (VLM). La VLM transmet ces demandes pour avis à la Division du Sol ou à la Division de la Nature (selon l'affectation prévue par le plan de secteur de ladite parcelle). En cas d'avis favorable, la VLM établit un contrat et les Divisions du Sol et de la Nature engagent les crédits nécessaires. Il se peut qu'une partie d'un même contrat fasse l'objet d'un avis de la Division du Sol et l'autre partie, d'un avis de la Division de la Nature. Dans ce cas, les crédits sont également dissociés et engagés et payés séparément par les deux divisions. Les contrats ont une durée de cinq ans et peuvent commencer à quatre dates différentes (le 1^{er} janvier, le 1^{er} avril, le 1^{er} juillet et le 1^{er} octobre). Les indemnités sont payées annuellement par l'organisme payeur flamand de l'ALT (Administration Land en Tuinbouw = Administration de l'Agriculture et de l'Horticulture du département EWBL du Ministère de la Communauté flamande). Il y a un co-financement du Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (FEOGA) de l'ordre de 50 %. La base légale de cette tâche de la Division du Sol est constituée par l'arrêté du Gouvernement flamand du 13 avril 1999 relatif à l'octroi de subventions en vue de l'application de méthodes de production agricole et à la passation de contrats de gestion en exécution du Règlement (CEE) n° 2078/92 du Conseil du 30 juin 1992 concernant des méthodes de production agricole compatibles avec les exigences de la protection de l'environnement ainsi que l'entretien de l'espace naturel'.

Il en résulte donc que la Division du Sol effectue quatre fois par an une série de paiements en faveur de l'organisme payeur flamand de l'ALT. C'est ainsi par exemple qu'en avril 2003, des indemnités seront payées pour des contrats qui ont commencé le 1^{er} avril 2000, le 1^{er} avril 2001 et le 1^{er} avril 2002. Il est évident que des données d'identification relatives au bénéficiaire doivent également être échangées dans ce cadre.

En 2000, 91 contrats ont été conclus pour un montant annuel total de 53.459,20 EUR. En 2001, 153 contrats ont été passés pour un montant de 82.906,40 EUR. A l'heure actuelle, 58 contrats prenant cours en 2002 ont déjà été conclu pour un montant de 55.717,44 EUR. Ces chiffres indiquent une augmentation annuelle tant du nombre de contrats que des montants à payer.

L'organisme payeur flamand de l'ALT assure le paiement de toutes les mesures POP co-financées par le FEOGA. En outre, des contrôles croisés doivent être effectués entre ces mesures et d'autres mesures dans le cadre du Programme flamand de développement rural et des aides à l'hectare du Ministère de l'Agriculture. Un système intégré de gestion et de contrôle (SIGC tel que défini aux art. 46-48 du règlement (CE) n° 1750/1999) a été créé à cette fin.

De afdeling verstrekt eveneens andere verplichte adviezen inzake land en bodem (t.o.v. de administratie Ruimtelijke Ordening, Huisvesting en Monumenten en Landschappen, provinciebesturen, gemeentebesturen, maatschappijen voor waterwinning, ...).

De afdeling vraagt de machtiging voor het gebruik van het identificatienummer omwille van de unieke identificatie van de begunstigden van de milieumaatregelen in de landbouw.

Sinds januari 2000 kunnen landbouwers immers op vrijwillige basis beheersovereenkomsten afsluiten met het Vlaams Gewest, waarbij zij vergoeding ontvangen voor weidevogelbeheer (3 mogelijke pakketten), perceelsrandenbeheer (6 pakketten) en zorg voor kleine landschapselementen (6 pakketten).

De beheerspakketten voor weidevogelbeheer zijn ontwikkeld voor landbouwers die broedende weidevogels op hun grond willen beschermen. De beheerspakketten perceelsrandenbeheer zijn erop gericht de natuur in de randen van akkers en graslanden te herstellen. De stroken die zo ontstaan zijn corridors in het landschap waarlangs planten en dieren zich kunnen verplaatsen. Onder kleine landschapselementen tenslotte verstaat men heggen, houtkanten, houtwallen en poelen. De betreffende beheerspakketten hebben tot doel deze elementen in stand te houden, nieuwe bomen en struiken aan te planten en nieuwe poelen te graven. De kleine landschapselementen verfraaien niet alleen de werkomgeving van de boer, ze zijn bovendien nuttig voor het vee en ook wilde planten en dieren zijn gebaat met hun aanwezigheid.

Vanaf 2002 zullen deze pakketten uitgebreid worden met pakketten botanisch beheer (7 pakketten). Deze pakketten hebben tot doel de botanische waarde van graslanden en graanakkers te vermeerderen.

Enkel landbouwers die aangifteplichtig zijn bij de mestbank, komen in aanmerking voor deze beheersovereenkomsten. Een landbouwbedrijf is aangifteplichtig bij de mestbank als het jaarlijks tenminste 300 kg difosforpentoxide (P₂O₅) uit dierlijke mest voortbrengt of wanneer men tenminste 2 hectare grond in cultuur heeft. De aanvragen worden ingediend bij de Vlaamse Landmaatschappij (VLM). De VLM bezorgt deze aanvragen voor advies aan de afdeling Land of aan de afdeling Natuur (al naargelang de gewestplanbestemming van het betreffende perceel). In geval er een gunstig advies wordt verleend, stelt de VLM een contract op en leggen de afdelingen Land en Natuur de nodige kredieten vast. Het is mogelijk dat eenzelfde contract gedeeltelijk door de afdeling Land en gedeeltelijk door de afdeling Natuur geadviseerd wordt. De kredieten worden dan eveneens opgesplitst en afzonderlijk door beide afdelingen vastgelegd en uitbetaald. De contracten hebben een duur van vijf jaar met vier mogelijke startdata (1 januari, 1 april, 1 juli en 1 oktober). De vergoedingen worden jaarlijks uitbetaald door het Vlaams betaalorgaan van de ALT (Administratie Land- en Tuinbouw van het departement EWBL van het Ministerie van de Vlaamse Gemeenschap). Er is een cofinanciering van het Europees Oriëntatie- en Garantiefonds voor de Landbouw (EOGFL) van 50 %. De wettelijke basis voor deze taak van de afdeling Land is het besluit van de Vlaamse regering van 13 april 1999 betreffende de toekenning van subsidies om landbouwproductiemethoden toe te passen en het sluiten van beheersovereenkomsten ter uitvoering van de verordening (EEG) nr. 2078/92 van de Raad van 30 juni 1992 betreffende landbouwproductiemethoden die verenigbaar zijn met de eisen inzake milieubescherming, en betreffende natuurbeheer'.

Dit maakt dus dat de afdeling Land vier maal per jaar een reeks betalingen uitvoert ten gunste van het Vlaams betaalorgaan van de ALT. Zo worden bijvoorbeeld in april 2003 vergoedingen uitbetaald voor overeenkomsten met aanvang 1 april 2000, 1 april 2001 en 1 april 2002. Het is evident dat hierbij ook identificatiegegevens betreffende de begunstigde dienen uitgewisseld te worden.

In 2000 werden er 91 overeenkomsten afgesloten voor een totaal jaarlijks uit te betalen vergoeding van 53.459,20 euro. In 2001 startten er 153 overeenkomsten voor een bedrag van 82.906,40 euro. Op dit moment zijn er reeds 58 overeenkomsten voor een bedrag van 55.717,44 euro afgesloten die starten in 2002. Deze cijfers tonen een jaarlijkse stijging van zowel het aantal overeenkomsten als de uit te betalen bedragen.

Het Vlaams betaalorgaan van de ALT staat in voor de betalingen van alle POP-maatregelen die door EOGFL gefinancierd worden. Bovendien dienen kruiscontroles uitgevoerd te worden tussen deze en andere maatregelen in het kader van Vlaams Programma voor Plattelandsontwikkeling en de oppervlaktesteuven van het ministerie van Landbouw. Hiervoor werd een geïntegreerd beheers- en controlesysteem (GBCS zoals gedefinieerd in art. 46-48 van verordening (EG) nr. 1750/1999) opgericht.

Un numéro d'identification unique par bénéficiaire est nécessaire dans ce cadre pour l'échange électronique de données avec l'organisme payeur flamand de l'ALT. Les accords passés à ce sujet sont décrits dans le Protocole conclu le 6 septembre 2001 entre l'Administration de la Gestion de l'Environnement, de la Nature, du Sol et des Eaux (AMINAL), la Société flamande terrienne (VLM) et l'Administration de l'Agriculture et de l'Horticulture, dans le cadre de l'exécution du Règlement 2078/92 et 1257/99 pour les actions qui relèvent de la compétence de la Région flamande'.

Actuellement, l'identification se fait comme suit : la plupart des agriculteurs (agriculteurs à titre principal), disposent d'un numéro de TVA qui peut également servir de numéro d'identification unique. Il y a toutefois aussi des personnes qui n'exercent pas la profession d'agriculteur à titre principal et qui ne possèdent donc pas de numéro TVA mais qui sont soumises à déclaration dans le cadre de la législation sur les effluents d'élevage et qui entrent donc en ligne de compte pour les contrats de gestion. En outre, toutes les mesures prises dans le cadre du Programme de Développement rural ne sont pas soumises aux mêmes conditions (déclaration auprès de la "mestbank") pour entrer en ligne de compte pour des subventions. Un code formé des deux derniers chiffres de l'année de naissance, suivis des deux chiffres du mois de naissance et des deux chiffres du jour de naissance est actuellement composé pour les gestionnaires qui n'ont pas de numéro de TVA. Le code est complété par les cinq premières lettres du nom de famille. Ce code n'est toutefois pas unique. Le numéro du Registre national constitue la seule solution pour pouvoir identifier sans équivoque cette catégorie de bénéficiaires. L'autorisation d'utiliser le numéro du Registre national des personnes physiques est demandée pour assurer cet échange d'informations. Ce numéro servira également de numéro d'identification unique lors de l'échange d'informations avec le FEOGA.

L'arrêté royal prévoit notamment les mesures suivantes en vue de garantir la protection de la vie privée des personnes inscrites au Registre national des personnes physiques :

- les membres du personnel autorisés à utiliser le numéro d'identification sont tenus de souscrire une déclaration aux termes de laquelle ils s'engagent à respecter la sécurité et le caractère confidentiel des informations obtenues du Registre national;

- la liste de ces membres du personnel, avec mention de leur grade et de leur fonction, doit être dressée et mise à disposition de la Commission de la protection de la vie privée.

La Commission de la protection de la vie privée a émis son avis le 12 août 2002 et le Conseil d'Etat, le 15 mai 2003.

Nous avons l'honneur d'être,

Sire,
de Votre Majesté,
les très respectueux et très fidèles serviteurs.

Le Ministre de l'Intérieur,
A. DUQUESNE

Le Ministre de la Justice,
M. VERWILGHEN

AVIS N° 27/2002 DU 12 AOUT 2002
COMMISSION DE LA PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE

Projet d'arrêté royal autorisant la Division du Sol de l'Administration de la Gestion de l'Environnement, de la Nature, du Sol et des Eaux du Ministère de la Communauté flamande à utiliser le numéro d'identification du Registre national des personnes physiques

La Commission de la protection de la vie privée,

Vu la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel, en particulier l'article 29;

Vu la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques, en particulier l'article 8, alinéa 1;

En uniek identificatienummer per begunstigde is daarbij noodzakelijk voor de elektronische gegevensuitwisseling met het Vlaams betaalorgaan van de ALT. De afspraken die hierover gemaakt werden, staan beschreven in het Protocol van 6 september 2001 tussen de Administratie Milieu-, Natuur-, Land- en Waterbeheer (AMINAL), de Vlaamse Landmaatschappij (VLM) en de Administratie Land- en Tuinbouw, in het kader van de uitvoering van Verordening 2078/92 en 1257/99 voor die acties die onder de bevoegdheid van het Vlaamse Gewest vallen'.

Momenteel gebeurt de identificatie als volgt : de meeste landbouwers (landbouwers in hoofdberoep) beschikken over een BTW-nummer dat eveneens dienst kan doen als uniek identificatienummer. Er zijn echter ook personen die geen landbouwer in hoofdberoep zijn en dus geen BTW-nummer bezitten doch die wel aangifteplichtig zijn in het kader van de mestwetgeving en dus in aanmerking komen voor beheersovereenkomsten. Bovendien gelden niet voor alle maatregelen in het kader van het Programma voor Plattelandsontwikkeling dezelfde voorwaarden (aangifteplicht bij de mestbank) om in aanmerking te komen voor subsidies. Momenteel wordt voor de beheerders zonder BTW-nummer een code samengesteld die bestaat uit de laatste twee cijfers van het geboortjaar, gevolgd door twee cijfers van de geboortemaand en twee cijfers van de dag van de geboortedatum. De code wordt vervolledigd met de eerste vijf letters van de familienaam. Deze code is echter niet uniek. Om deze categorie begunstigten eveneens op een unieke manier te kunnen identificeren is het Rijksregisternummer de enige waterdichte oplossing. Omwille van deze gegevensuitwisseling wordt de machtiging gevraagd het rijksregisternummer van de natuurlijke personen te gebruiken. Dit nummer zal eveneens dienst doen als uniek identificatienummer bij de gegevensuitwisseling met het EOGFL.

Met het oog op de bescherming van de persoonlijke levenssfeer van de personen die in het Rijksregister van de natuurlijke personen zijn ingeschreven, worden in het koninklijk besluit onder meer de volgende maatregelen voorzien :

- de personeelsleden die worden gemachtigd tot gebruik van het identificatienummer dienen een verklaring te ondertekenen waarin zij zich ertoe verbinden de veiligheid en de vertrouwelijkheid van de uit het Rijksregister verkregen informatiegegevens te eerbiedigen;

- de lijst van deze personeelsleden dient, met vermelding van hun graad en van hun ambt, te worden opgesteld en ter beschikking van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer te worden gehouden.

De Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer verleende advies op 12 augustus 2002 en de Raad van State op 15 mei 2003.

Wij hebben de eer te zijn,

Sire,
van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige en zeer getrouwe dienaars.

De Minister van Binnenlandse Zaken,
A. DUQUESNE

De Minister van Justitie,
M. VERWILGHEN

ADVIES Nr. 27/2002 VAN 12 AUGUSTUS 2002 COMMISSIE VOOR DE BESCHERMING VAN DE PERSOONLIJKE LEVENSSFEER

Ontwerp van koninklijk besluit tot het verlenen van de machtiging tot het gebruik van het identificatienummer van het Rijksregister van de natuurlijke personen in hoofde van de Afdeling Land van de Administratie Milieu-, Natuur-, Land- en Waterbeheer van het Ministerie van de Vlaamse Gemeenschap

De Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer,

Gelet op de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens, inzonderheid artikel 29;

Gelet op de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen, inzonderheid artikel 8, eerste lid;

Vu la demande d'avis du Ministre de l'Intérieur du 4 juillet 2002;

Vu le rapport de M. Frank Robben,

Emet, le 12 août 2002, l'avis suivant :

I. Objet de la demande d'avis :

Le projet d'arrêté royal soumis pour avis à la Commission par le Ministre de l'Intérieur vise à autoriser la Division du Sol de l'Administration de la Gestion de l'Environnement, de la Nature, du Sol et des Eaux du Ministère de la Communauté flamande à utiliser le numéro du Registre national pour l'accomplissement de ses tâches concernant, d'une part, l'identification unique des bénéficiaires des mesures dites environnementales dans le secteur agricole et, d'autre part, l'octroi de subventions en vue d'améliorer les structures agricoles externes.

L'utilisation est en fait réservée au directeur général de l'Administration de la Gestion de l'Environnement, de la Nature, du Sol et des Eaux, au chef de division de la Division du Sol et aux membres du personnel que le directeur général et le chef de division précités désignent nommément et par écrit à cette fin au sein de leur service compte tenu des fonctions qu'ils exercent et dans les limites de leurs attributions respectives.

II. Legislation applicable :

Conformément à l'article 8, alinéa 1^{er}, de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques, le Roi, après avis de la Commission de la protection de la vie privée et par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, peut autoriser les autorités publiques à faire usage du numéro du Registre national dans les limites et aux fins qu'il détermine.

III. Examen de la demande d'avis :

La Division du Sol de l'Administration de la Gestion de l'Environnement, de la Nature, du Sol et des Eaux du Ministère de la Communauté flamande se charge de la préparation et de l'évaluation de la gestion du sol de la Région flamande. Elle assure, en outre, le suivi notamment de la qualité du sol, des plans de réaménagement des zones rurales et des mesures dites environnementales dans le secteur agricole. Conformément aux articles 27 et 28 de l'arrêté du Gouvernement flamand du 13 avril 1999 relatif à l'octroi de subventions en vue de l'application de méthodes de production agricole et à la passation de contrats de gestion en exécution du Règlement (CEE) n° 2078/92 du Conseil du 30 juin 1992 concernant des méthodes de production agricole compatibles avec les exigences de la protection de l'environnement ainsi que l'entretien de l'espace naturel, la Division du Sol est chargée, d'une part, de la préparation, de l'exécution, du suivi et de l'évaluation de la politique en matière de contrats de gestion dans les zones agricoles des plans de secteur et, d'autre part, de la surveillance et de l'évaluation des mesures prises dans le cadre de l'arrêté.

A la suite des mesures environnementales précitées, certaines catégories d'exploitants agricoles - à savoir ceux soumis à déclaration auprès de la "mestbank" - peuvent conclure, sur une base volontaire, un contrat de gestion avec la Société terrienne flamande. Ils perçoivent, dans ce cadre, des indemnités pour la gestion des oiseaux des prés, la gestion des tourières, l'entretien des petits éléments paysagers et/ou la gestion botanique. Ces indemnités sont dues par la Division du Sol mais sont payées par l'organisme payeur flamand de l'Administration de l'Agriculture et de l'Horticulture du Département Economie, -Emploi, Affaires intérieures et Agriculture du Ministère de la Communauté flamande. Un numéro d'identification unique par bénéficiaire s'avère nécessaire pour les échanges électroniques de données entre la Division du Sol et l'organisme payeur flamand. Ce numéro d'identification unique serait également utilisé lors des échanges d'informations avec le Fonds européen d'orientation et de garantie agricole, qui cofinance les indemnités.

La Commission est d'avis que les finalités de la demande d'utilisation du numéro du Registre national - à savoir l'accomplissement par la Division du Sol de ses tâches relatives aux mesures environnementales dans le secteur agricole et l'octroi de subventions en vue d'améliorer les structures agricoles externes - sont justifiées.

Gelet op de adviesaanvraag van de Minister van Binnenlandse Zaken van 4 juli 2002;

Gelet op het verslag van dhr. Frank Robben;

Brengt op 12 augustus 2002 volgend advies uit :

I. Voorwerp van de adviesaanvraag :

Het ontwerp van koninklijk besluit dat door de Minister van Binnenlandse Zaken aan de Commissie voor advies wordt voorgelegd, heeft tot doel de Afdeling Land van de Administratie Milieu-, Natuur-, Land- en Waterbeheer van het Ministerie van de Vlaamse Gemeenschap te machtigen om het rijksregisternummer te gebruiken voor het vervullen van haar taken in verband met, enerzijds, de unieke identificatie van de begunstigden van de milieumaatregelen in de landbouw en, anderzijds, de subsidiëring ter verbetering van de externe landbouwstructuren.

Het gebruik wordt met name toegestaan aan de directeur-generaal van de Administratie Milieu-, Natuur-, Land- en Waterbeheer, aan het afdelingshoofd van de Afdeling Land en aan de personeelsleden die de genoemde directeur-generaal en het genoemde afdelingshoofd daartoe binnen hun dienst, wegens hun functies en binnen de perken van hun respectieve bevoegdheden, bij name en schriftelijk aanwijzen.

II. Toepasselijke wetgeving :

Krachtens artikel 8, eerste lid, van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen kan de Koning, na advies van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer en bij in Ministerraad overlegd besluit, de openbare overheden machtigen om het rijksregisternummer te gebruiken, binnen de grenzen en voor de doeleinden door hem bepaald.

III. Onderzoek van de adviesaanvraag :

De afdeling Land van de Administratie Milieu-, Natuur-, Land- en Waterbeheer van het Ministerie van de Vlaamse Gemeenschap staat in voor de voorbereiding en de evaluatie van het bodembeleid van het Vlaamse Gewest. Ze zorgt daarenboven voor de opvolging van, onder meer, de bodemkwaliteit, de plannen tot herinrichting van plattelandsgebieden en de milieumaatregelen in de landbouw. Krachtens de artikelen 27 en 28 van het besluit van de Vlaamse regering van 13 april 1999 betreffende de toekenning van subsidies om landbouwproductiemethoden toe te passen en het sluiten van beheersovereenkomsten ter uitvoering van de verordening (EEG) nr. 2078/92 van de Raad van 30 juni 1992 betreffende landbouwproductiemethoden die verenigbaar zijn met de eisen inzake milieubescherming, en betreffende natuurbeheer wordt de Afdeling Land belast met, enerzijds, de voorbereiding, de uitvoering, de voortgangsbewaking en de evaluatie van het beleid inzake de beheersovereenkomsten binnen de agrarische gebieden van de gewestplannen en, anderzijds, het toezicht op en de evaluatie van de in het kader van het besluit genomen maatregelen.

Ingevolge de hogervermelde milieumaatregelen kunnen bepaalde categorieën exploitanten van landbouwbedrijven - met name deze die aangifteplichtig zijn bij de mestbank - met de Vlaamse Landmaatschappij op vrijwillige basis een beheersovereenkomst afsluiten, waarbij zij vergoedingen ontvangen voor weidevogelbeheer, perceelsrandenbeheer, zorg voor kleine landschapselementen en/of botanisch beheer. Deze vergoedingen zijn verschuldigd door de Afdeling Land maar worden uitbetaald door het Vlaams betaalorgaan van de Administratie Land- en Tuinbouw van het Departement Economie, Werkgelegenheid, Binnenlandse Zaken en Landbouw van het Ministerie van de Vlaamse Gemeenschap. Een uniek identificatienummer per begunstigde blijkt noodzakelijk voor de elektronische gegevensuitwisselingen tussen de Afdeling Land en het Vlaams betaalorgaan. Dit uniek identificatienummer zou eveneens worden aangewend bij de gegevensuitwisselingen met het Europees Oriëntatie- en Garantiefonds voor de Landbouw, dat voorziet in een cofinanciering van de vergoedingen.

De Commissie meent dat de doeleinden waarvoor het gebruik van het rijksregisternummer worden gevraagd - te weten het vervullen door de Afdeling Land van haar taken in verband met de milieumaatregelen in de landbouw en de subsidiëring ter verbetering van de externe landbouwstructuren - gerechtvaardigd zijn.

Aux termes de l'article 2 du projet d'arrêté royal soumis pour avis à la Commission, le numéro du Registre national ne peut être utilisé à des fins de gestion interne que comme moyen d'identification dans les dossiers, fichiers et répertoires qui sont tenus par les services concernés aux fins d'accomplissement des tâches précitées. En cas d'usage externe, le numéro du Registre national ne peut être utilisé que dans les rapports qui sont nécessaires à l'accomplissement de ces tâches avec, d'une part, le titulaire du numéro du Registre national (ou son représentant légal) et, d'autre part, les autorités publiques et organismes qui ont eux-mêmes déjà obtenu l'autorisation d'utiliser le numéro du Registre national et qui agissent dans l'exercice de leurs compétences légales et réglementaires.

L'utilisation du numéro du Registre national est réservée au directeur général de l'Administration de la Gestion de l'Environnement, de la Nature, du Sol et des Eaux, au chef de division de la Division du Sol et aux membres du personnel que le directeur général et le chef de division précités désignent nommément et par écrit à cette fin au sein de leur service compte tenu des fonctions qu'ils exercent et dans les limites de leurs attributions respectives. Conformément à l'article 3, ces membres du personnel doivent signer une déclaration aux termes de laquelle ils s'engagent à respecter la sécurité et le caractère confidentiel des informations obtenues. L'article 4, dans sa version actuelle, prévoit en outre que la liste de ces membres du personnel - avec la mention de leur grade et de leur fonction - sera transmise annuellement à la Commission. La Commission préfère toutefois que cette liste de personnes habilitées soit tenue à disposition, ce qui en permet une actualisation permanente.

La Commission n'a pas d'autre observation à formuler concernant ce projet.

Par ces motifs,

La Commission émet un avis favorable, sous réserve des observations formulées ci-dessus.

Pour le secrétaire, légitimement empêché :

D. Gheude, conseiller.

Le président,

P. Thomas.

AVIS 34.846/2 DE LA SECTION DE LEGISLATION DU CONSEIL D'ETAT

Le Conseil d'Etat, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur, le 6 février 2003, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas un mois, sur un projet d'arrêté royal "autorisant la Division du Sol de l'Administration de la Gestion de l'Environnement, de la Nature, du Sol et des Eaux du Ministère de la Communauté flamande à utiliser le numéro d'identification du Registre national des personnes physiques", a donné le 15 mai 2003 l'avis suivant :

Compte tenu du moment où le présent avis est donné, le Conseil d'Etat attire l'attention du Gouvernement sur le fait que l'absence du contrôle qu'il appartient au Parlement d'exercer en vertu de la Constitution, a pour conséquence que le Gouvernement ne dispose pas de la plénitude de ses compétences. Le présent avis est toutefois donné sans qu'il soit examiné si le projet relève bien des compétences ainsi limitées, la section de législation n'ayant pas connaissance de l'ensemble des éléments de fait que le Gouvernement peut prendre en considération lorsqu'il doit apprécier la nécessité d'arrêter ou de modifier des dispositions réglementaires.

Ingevolge artikel 2 van het aan de Commissie ter advies voorgelegde ontwerp van koninklijk besluit mag het rijksregisternummer, voor interne doeleinden, uitsluitend worden gebruikt als identificatiemiddel in de dossiers, bestanden en repertoria die door de betrokken diensten worden bijgehouden voor het vervullen van hogervermelde taken. Bij extern gebruik mag het rijksregisternummer uitsluitend worden gebruikt in de voor het vervullen van deze taken noodzakelijke betrekkingen met, enerzijds, de houder van het rijksregisternummer (of zijn wettelijke vertegenwoordiger) en, anderzijds, de openbare overheden en instellingen die zelf reeds werden gemachtigd om het rijksregisternummer te gebruiken en handelen binnen de uitoefening van hun wettelijke en reglementaire bevoegdheden.

Het gebruik van het rijksregisternummer wordt toegestaan aan de directeur-generaal van de Administratie Milieu-, Natuur-, Land- en Waterbeheer, aan het afdelingshoofd van de Afdeling Land en aan de personeelsleden die eerstgenoemden daartoe binnen hun dienst, wegens hun functies en binnen de perken van hun respectieve bevoegdheden, bij name en schriftelijk aanwijzen. Deze personeelsleden dienen krachtens artikel 3 een verklaring te ondertekenen waarin zij zich ertoe verbinden de veiligheid en de vertrouwelijkheid van de verkregen informatiegegevens te eerbiedigen. De huidige tekst van artikel 4 voorziet daarenboven dat jaarlijks een lijst van deze personeelsleden - met vermelding van hun graad en hun ambt - aan de Commissie wordt toegezonden. De Commissie verkiest evenwel dat deze lijst van gemachtigden ter beschikking wordt gehouden, wat toelaat dat zij permanent geactualiseerd blijft.

De Commissie heeft geen verdere opmerkingen bij dit ontwerp.

Om deze redenen,

brengt de Commissie, onder voorbehoud van de hogervermelde opmerkingen, een gunstig advies uit.

Voor de Secretaris, wettig verhinderd,

D. Gheude adviseur

De voorzitter, (get.)

P. Thomas

Voor eensluidend verklaard afschrift :

Voor de Secretaris van de Commissie, wettig verhinderd :

D. Gheude, Adviseur.

ADVIES 34.846/2 VAN DE AFDELING WETGEVING VAN DE RAAD VAN STATE

De Raad van State, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 6 februari 2003 door de Minister van Binnenlandse Zaken verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste een maand, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot het verlenen van de machtiging tot het gebruik van het identificatienummer van het Rijksregister van de natuurlijke personen in hoofde van de afdeling Land van de administratie Milieu-, Natuur-, Land- en Waterbeheer van het ministerie van de Vlaamse Gemeenschap", heeft op 15 mei 2003 het volgende advies gegeven

Rekening houdend met het tijdstip waarop dit advies gegeven wordt, vestigt de Raad van State de aandacht van de Regering op het feit dat de ontstentenis van de controle die het Parlement krachtens de Grondwet moet kunnen uitoefenen, tot gevolg heeft dat de Regering niet over de volheid van haar bevoegdheid beschikt. Dit advies wordt evenwel gegeven zonder dat wordt nagegaan of dit ontwerp in die beperkte bevoegdheid kan worden ingepast, aangezien de afdeling Wetgeving geen kennis heeft van het geheel van de feitelijke gegevens welke de Regering in aanmerking kan nemen als zij te oordelen heeft of het vaststellen of wijzigen van een verordening noodzakelijk is.

Pour demeurer juridiquement admissible, l'arrêté royal en projet doit être soumis à la signature du Roi avant la désignation des membres du Comité sectoriel du Registre national créé au sein de la Commission de la protection de la vie privée, conformément à l'article 19, § 3, alinéa 1, de la loi du 25 mars 2003 modifiant la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques et la loi du 19 juillet 1991 relative aux registres de la population et aux cartes d'identité et modifiant la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques. En effet, après cette opération, il n'appartiendra plus au Roi d'adopter un tel arrêté.

L'article 4 du projet sera préalablement adapté, conformément à l'avis de la Commission de la protection de la vie privée et à l'article 12, § 2, 1°, de la loi du 8 août 1983, précitée, tel qu'il est rétabli par la loi du 25 mars 2003, précitée.

En revanche, l'obligation de désigner un consultant en sécurité de l'information et en protection de la vie privée résultant directement de l'article 10 de la loi, tel qu'il est rétabli par la loi du 25 mars 2003, précitée, il n'est pas nécessaire de compléter l'arrêté royal sur ce point.

La chambre était composée de :

MM. :

Y. Kreins, président de chambre;

J. Jaumotte et Mme M. Baguet, conseillers d'Etat;

Mme A.-C. Van Geersdaele, greffier assumé.

Le rapport a été présenté par M. J. Regnier, premier auditeur chef de section. La note du Bureau de coordination a été rédigée par M. M. Joassart, référendaire adjoint.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. Jaumotte.

Le greffier,

A.-C. Van Geersdaele.

Le président,

Y. Kreins.

29 JUIN 2003. — Arrêté royal autorisant la Division du Sol de l'Administration de la Gestion de l'Environnement, de la Nature, du Sol et des Eaux du Ministère de la Communauté flamande à utiliser le numéro d'identification du Registre national des personnes physiques

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques, notamment l'article 8, modifié par la loi du 15 janvier 1990;

Considérant le Règlement (CEE) n° 2078/92 du Conseil du 30 juin 1992 concernant des méthodes de production agricole compatibles avec les exigences de la protection de l'environnement ainsi que l'entretien de l'espace naturel;

Considérant le Règlement (CE) N° 1257/1999 du Conseil du 17 mai 1999 concernant le soutien au développement rural par le Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (FEOGA) et modifiant et abrogeant certains règlements;

Vu l'avis n° 27/2002 de la Commission de la protection de la vie privée, donné le 12 août 2002;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 12 novembre 2002;

Vu la délibération du Conseil des Ministres sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Wil het ontworpen koninklijk besluit in rechte aanvaardbaar blijven, dan moet het overeenkomstig artikel 19, § 3, eerste lid, van de wet van 25 maart 2003 tot wijziging van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen en van de wet van 19 juli 1991 betreffende de bevolkingsregisters en de identiteitskaarten en tot wijziging van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen ter ondertekening worden voorgelegd aan de Koning vóór de aanwijzing van de leden van het sectoraal comité van het Rijksregister, opgericht binnen de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer. Daarna komt het de Koning immers niet meer toe zo een besluit goed te keuren.

Artikel 4, van het ontwerp behoort vooraf te worden aangepast, overeenkomstig het advies van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer en artikel 12, § 2, 1°, van de voormelde wet van 8 augustus 1983, zoals het is hersteld bij de voormelde wet van 25 maart 2003.

Aangezien de verplichting om een consultant inzake informatieveiligheid en bescherming van de persoonlijke levenssfeer aan te stellen rechtstreeks voortvloeit uit artikel 10 van de wet, zoals het is hersteld bij de voormelde wet van 25 maart 2003, is het daarentegen niet nodig het koninklijk besluit op dat punt aan te vullen.

De kamer was samengesteld uit :

De heren :

Y. Kreins, kamervoorzitter;

J. Jaumotte en Mevr. M. Baguet, staatsraden;

Mevr. A.-C. Van Geersdaele, toegevoegd griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de heer J. Regnier, eerste auditeur-afdelingshoofd. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld door de heer M. Joassart, adjunct-referendaris.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de heer J. Jaumotte.

De griffier,

A.-C. Van Geersdaele.

De voorzitter,

Y. Kreins.

29 JUNI 2003. — Koninklijk besluit tot het verlenen van de machtiging tot het gebruik van het identificatienummer van het Rijksregister van de natuurlijke personen in hoofde van de afdeling Land van de administratie Milieu-, Natuur-, Land- en Waterbeheer van het Ministerie van de Vlaamse Gemeenschap

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen, inzonderheid op artikel 8, gewijzigd bij de wet van 15 januari 1990;

Overwegende de Verordening (EEG) nr. 2078/92 van de Raad van 30 juni 1992 betreffende landbouwproductiemethoden die verenigbaar zijn met de eisen inzake milieubescherming, en betreffende natuurbeheer;

Overwegende de Verordening (EG) Nr. 1257/1999 van de Raad van 17 mei 1999 inzake steun voor plattelandontwikkeling uit het Europees Oriëntatie- en Garantiefonds voor de Landbouw (EOGFL) en tot wijziging en instelling van een aantal verordeningen;

Gelet op het advies nr. 27/2002 van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer, gegeven op 12 augustus 2002;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 12 november 2002;

Gelet op het besluit van de Ministerraad over het verzoek aan de Raad van State om advies te geven binnen een termijn van een maand;

Vu l'avis 34.846/2 du Conseil d'Etat, donné le 15 mai 2003, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice et de Notre Ministre de l'Intérieur, et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. La Division du Sol de l'Administration de la Gestion de l'Environnement, de la Nature, du Sol et des Eaux du Ministère de la Communauté flamande est autorisée à utiliser le numéro d'identification des personnes inscrites au Registre national des personnes physiques.

L'autorisation d'utiliser le numéro d'identification est limitée à l'accomplissement des tâches relatives à l'identification unique des bénéficiaires des mesures en matière d'environnement dans l'agriculture et à l'accomplissement des tâches exercées dans le cadre de l'octroi de subventions en vue d'améliorer les structures agricoles externes.

L'utilisation du numéro d'identification est réservée :

1° au directeur général de l'Administration de la Gestion de l'Environnement, de la Nature, du Sol et des Eaux du Ministère de la Communauté flamande;

2° au chef de division de la Division du Sol de l'administration précitée;

3° aux membres du personnel que les personnes visées au 1° et au 2° désignent nommément et par écrit à cette fin au sein de leur service compte tenu des fonctions qu'ils exercent et dans les limites de leurs attributions respectives.

Art. 2. Le numéro d'identification ne peut être utilisé à des fins de gestion interne que comme moyen d'identification dans les dossiers, fichiers et répertoires qui sont tenus par les services concernés, aux fins d'accomplissement des tâches visées à l'article 1^{er}, alinéa 2.

En cas d'usage externe, le numéro d'identification ne peut être utilisé que dans les rapports qui sont nécessaires à l'accomplissement des tâches visées à l'article 1^{er}, alinéa 2, avec :

- le titulaire du numéro ou ses représentants légaux;

- les autorités publiques et organismes qui, en vertu de l'article 8 de la loi du 8 août 1983, ont eux-mêmes obtenu l'autorisation d'utiliser le numéro d'identification et qui agissent dans l'exercice de leurs compétences légales et réglementaires.

Art. 3. Les membres du personnel visés à l'article 1^{er}, alinéa 3, souscrivent une déclaration aux termes de laquelle ils s'engagent à respecter la sécurité et le caractère confidentiel des informations obtenues du Registre national.

Art. 4. La liste des membres du personnel désignés conformément à l'article 1^{er}, alinéa 3, avec la mention de leur grade et de leur fonction, est dressée et mise à disposition de la Commission de la protection de la vie privée.

Art. 5. Notre Ministre de la Justice et Notre Ministre de l'Intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 29 juin 2003.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,
A. DUQUESNE

Le Ministre de la Justice,
M. VERWILGHEN

Gelet op advies 34.846/2 van de Raad van State, gegeven op 15 mei 2003, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 1^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op voordracht van Onze Minister van Justitie en van Onze Minister van Binnenlandse Zaken en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De afdeling Land van de administratie Milieu-, Natuur-, Land- en Waterbeheer van het Ministerie van de Vlaamse Gemeenschap wordt gemachtigd om het identificatienummer van de personen die ingeschreven zijn in het Rijksregister van de natuurlijke personen te gebruiken.

De machtiging tot het gebruik van het identificatienummer geldt uitsluitend voor het vervullen van taken in verband met de unieke identificatie van de begunstigen van de milieumaatregelen in de landbouw en voor het vervullen van taken in het kader van de subsidiëring ter verbetering van de externe landbouwstructuren.

Het gebruik van het identificatienummer is toegestaan :

1° aan de directeur-generaal van de administratie Milieu-, Natuur-, Land- en Waterbeheer van het Ministerie van de Vlaamse Gemeenschap;

2° aan het afdelingshoofd van de afdeling Land van de vermelde administratie;

3° aan de personeelsleden die de onder 1° en 2° vermelde personen daartoe binnen hun dienst wegens hun functies en binnen de perken van hun respectieve bevoegdheden bij name en schriftelijk aanwijzen.

Art. 2. Voor interne doeleinden mag het identificatienummer uitsluitend gebruikt worden als identificatiemiddel in de dossiers, bestanden en repertoria die door de betrokken diensten worden bijgehouden, voor het vervullen van de in artikel 1, tweede lid, vermelde taken.

Bij extern gebruik mag het identificatienummer enkel gebruikt worden in de betrekkingen die voor het vervullen van de in artikel 1, tweede lid, vermelde taken noodzakelijk zijn, met :

- de houder van het nummer of zijn wettelijke vertegenwoordigers;

- de openbare overheden en instellingen die ingevolge artikel 8 van de wet van 8 augustus 1983 zelf machtiging hebben verkregen om het nummer te gebruiken en die optreden in de uitoefening van hun wettelijke en reglementaire bevoegdheden.

Art. 3. De personeelsleden bedoeld in artikel 1, derde lid, ondertekenen een verklaring waarin zij zich ertoe verbinden de veiligheid en de vertrouwelijkheid van de uit het Rijksregister verkregen informatiegegevens te eerbiedigen.

Art. 4. De lijst van de overeenkomstig de artikel 1, derde lid, aangewezen personeelsleden wordt, met vermelding van hun graad en van hun ambt, opgesteld en ter beschikking gehouden van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer.

Art. 5. Onze Minister van Justitie en Onze Minister van Binnenlandse Zaken zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 29 juni 2003.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,
A. DUQUESNE

De Minister van Justitie,
M. VERWILGHEN